

## Initiative de Genève, version 2.0

Genève, 22 novembre 2011

En décembre 2003 à Genève, des représentants des sociétés civiles israélienne et palestinienne, avec la participation de plusieurs personnalités extérieures et le soutien du département fédéral des affaires étrangères, ont arrêté les grandes lignes de ce qui aurait pu devenir un règlement durable du conflit israélo-palestinien. La Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey s'est fortement investie dans ce projet. Ce dernier comprenait une reconnaissance mutuelle, un retour aux frontières de 1967, quelques échanges de territoires incluant un corridor de liaison entre la Cisjordanie et Gaza, Jérusalem partagée et reconnue en tant que capitale de deux états, la sécurité d'Israël assurée par une Palestine non militarisée mais pourvue d'une force de sécurité, et le règlement du problème des réfugiés.

L'initiative de Genève a reçu un accueil mitigé de part et d'autre; ceci n'est pas étonnant puisqu'elle impliquait de la part de chaque protagoniste l'abandon d'objectifs certes honorables, mais impossibles à réaliser en même temps à la satisfaction des deux parties. Les deux principaux protagonistes, l'israélien **Yossi Beilin** et le palestinien **Yasser Abed Rabbo**, se sont trouvés en butte à des insultes et attaques permanentes par leurs compatriotes, qui peinent encore à affronter les réalités.

Huit ans plus tard, en ce mois de novembre, un nouveau constat est fait à Genève: il n'y a pas d'autre solution que la solution à deux états. L'initiative de Genève a été complétée là où cela était nécessaire, elle constitue un des documents de référence les plus cités pour résoudre le conflit. L'obstination de Yossi Beilin, Yasser Abed Rabbo et des personnes qui les soutiennent débouche sur la version 2.0 de l'initiative, toujours aussi actuelle.

La cérémonie du 22 novembre à l'Université clôturait une dernière journée de discussions avant la publication de l'accord final, ou Initiative de Genève 2.0., présentée comme un "nouveau logiciel d'application" (**Mme Calmy-Rey**). Le recteur **J-D Vassalli** de l'Université rappelle le rôle joué par plusieurs membres de l'université, puis la **Présidente de la Confédération** prononce une allocution remarquable rappelant que des décisions ne peuvent être prises que par les acteurs directement concernés par un "accord qui n'ira pas sans douleurs", pas par des "experts ès paix israélo-arabe"; la Présidente refuse le fatalisme et estime indispensable que chacun s'engage pour ce qu'il/elle estime juste.

**Deux jeunes** israélienne et palestinienne, toutes deux actives dans les réseaux modernes de communications, transmettent leurs espoirs de voir de nouvelles générations aborder les mêmes problèmes avec d'autres regards

**Bernard Henri Lévy** apporte sa touche, rappelant le rôle d'individus d'exception dans l'avancement et la solution des conflits. Il souhaite maintenant "vendre" l'initiative de Genève et propose cette fonction à Mme Calmy-Rey dès sa retraite du Conseil Fédéral.

**Hossam Zaki**, conseiller au ministère égyptien des AE, souligne le rôle de son pays, premier signataire arabe d'une paix avec Israël; dans un rappel historique du point de vue arabe, il mentionne une période de 30 ans marquée par le refus arabe face à Israël, se terminant par le constat de l'échec de cette politique et les premiers accords de paix avec Israël; puis viennent 20 ans de paix froide; après les accords d'Oslo la conscience palestinienne se renforce; côté arabe, on admet que "la paix est une option stratégique", alors que, côté israélien, on s'isole dans la recherche de la sécurité. Zaki termine en louant l'initiative de Genève, qu'il reste cependant à mettre en application pratique.

**Quaddoura Fares**, ancien ministre palestinien, rend compte des débats des deux délégations avant cette soirée. Il insiste sur les convergences plus que sur les divergences: selon lui, il faudra encore de nombreuses années avant d'arriver à un résultat, mais beaucoup moins avec un fort soutien international.

Enfin, **Itzhak Vaknin**, vice-président de la Knesset et membre du parti Shass, compare la recherche de solution au mariage de l'eau avec le feu: des intermédiaires, des facilitateurs sont indispensables, à l'image de la casserole qui empêche à la fois l'eau d'éteindre le feu et le feu d'évaporer l'eau. Même si des perturbateurs terroristes tentent régulièrement d'anéantir les efforts de paix par leurs attentats, il y aura toujours des dirigeants courageux épris de paix; de son point de vue éthique religieux, la paix est plus importante que les territoires.

Le débat public fut ouvert avec la question de l'animateur aux deux principaux protagonistes: Que signifie pour vous une "Initiative 2.0"?

**Yossi Beilin** rappelle que Genève 1.0 n'a pas été sans conséquences et a inspiré l'accord sur la sortie de Gaza en 2005, tout comme les propositions très originales d'Ehud Olmert en 2008. Pour lui l'initiative offre une alternative à une situation bloquée mettant face à face un premier-ministre israélien insensible et une faction irréductible du mouvement palestinien (Hamas). Ces deux tendances personnifient l'enlisement d'un conflit, voire l'affrontement inéluctable. L'initiative de Genève version 2.0 dit: Rien n'est inéluctable, il faut y croire, YES WE CAN.

**Yasser Abed Rabbo** regrette la colonisation qui se poursuit et bloque le dialogue, il craint une disparition à terme d'une Palestine lentement grignotée. L'initiative permet de garder un cap, et il témoigne de son admiration envers toutes les personnes qui, même à distance, sont attachées à une solution du conflit. Il regrette les difficultés rencontrées par les factions palestiniennes pour s'entendre; il commente les développements liés au Printemps arabe: selon lui, au terme de possibles dérives trop radicales, les pays arabes mettront en place des régimes plus réalistes et orientés vers une gestion plus pragmatique de leurs problèmes.

**Bernard Henri Lévy** voit dans Genève 2.0 un avenir prophétique (garder l'idée en mémoire), un avenir démocratique (convaincre, faire participer, gagner, yes we can!) ou un avenir "saint-simonien" (réussir à transmettre cette forte idée à ceux qui seraient capables de la mettre en musique).

Une remarque critique d'une participante sur l'inefficacité de l'initiative permet aux deux principaux protagonistes d'affirmer avec force leur conviction sur la justesse de la solution à deux états:

- pour **Yossi Beilin**, jamais aucun israélien n'acceptera la disparition d'un Etat d'Israël autonome. Pour éviter qu'Israël se prenne constamment pour une victime, la nation doit créer de la qualité, de la foi en l'avenir. L'analyse est aussi valable pour la "partie adverse".
- Pour **Yasser Abed Rabbo**, il ne sert à rien de se complaire dans le rôle de victime, il faut informer, reconstruire, car la pire menace pour la Palestine serait de devoir revivre une nouvelle Nakba.

Conclusion personnelle du rapporteur: Un observateur indépendant n'aura pas manqué de remarquer le courage, le talent et l'intelligence politique de protagonistes arrivés à la conclusion que l'utopie doit faire place au réalisme. Dans ce sens, notre ASI a parfaitement raison de soutenir l'initiative de Genève et de défendre la solution à deux états, mentionnée dans son plan directeur. Elle s'engage concrètement dans cette voie.

Cependant, au sortir de la manifestation du 22 novembre, force est de constater que la présentation des réalités a fait la part belle à la partie palestinienne: la colonisation israélienne a été beaucoup citée comme le "seul" obstacle à la paix, alors que le rôle néfaste du mouvement Hamas n'a été qu'effleuré, tout comme le bombardement quasi-permanent d'Israël depuis Gaza. Quant aux perspectives ouvertes par le Printemps arabe, l'optimisme paraît prématuré à ce stade, car la radicalisation possible des activistes reste une issue vraisemblable. D'un strict point de vue israélien, tout se passe comme si l'Initiative de Genève était utile pour gagner la sympathie de l'occident envers la cause palestinienne et que les autres options – terrorisme, etc... - devaient être maintenues actives.

Chacune des parties sera-t-elle capable de passer du réalisme à l'utopie? Je pense que la tâche sera plus difficile à la partie arabe qu'à la partie israélienne.

Novembre 2011,

Jean-Auguste Neyroud, vice-président de l'ASI